

duit agricole et non produit minier ou forestier.

Le très hon. M. Gardiner: Tout ce que je demande c'est que le député ne donne pas l'impression que quelqu'un a soustrait ces produits à la compétence de mon ministère car ils ont toujours relevé du ministère du Commerce depuis qu'ils ont assez d'importance pour que nous nous en occupions.

M. Blackmore: C'est parfait; j'accepte l'explication du ministre pourvu qu'il me donne raison quand je dis que ces denrées devraient relever du ministère de l'Agriculture afin que le ministre puisse véritablement diriger les affaires agricoles du pays.

Allons plus loin. Devons-nous, comme je le disais il y a un instant, limiter notre production agricole ou augmenter la consommation, tant canadienne qu'étrangère, en améliorant les conditions agricoles? Il est certain, par exemple, que si les cultivateurs de la circonscription de l'honorable député de Queens voyaient leur puissance d'achat doublée ou quadruplée, ils achèteraient beaucoup plus de produits agricoles. Ils se procureraient des fruits et des viandes qu'ils ne peuvent probablement pas acheter maintenant. Si nous pouvons accroître la consommation de nos collectivités agricoles, nous accroîtrons en même temps sensiblement notre consommation de produits agricoles et si nous pouvons augmenter la puissance d'achat de tous les Canadiens, nous pouvons augmenter la consommation des produits agricoles.

Je le répète, il nous faut limiter notre production de produits agricoles, ou bien augmenter notre consommation de ces produits. Personne ici, je crois, ne trouverait à redire à une augmentation de notre consommation. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Il faut donc se demander comment procéder? Je ne me propose pas de traiter ce point ce soir. C'est réellement un plaisir pour moi, monsieur le président, de constater la présence ici, directement à mes côtés, de l'honorable député de Témiscouata.

Après avoir indiqué les six dangers qui nous menacent, ainsi que leur nature et leur ampleur, examinons d'abord le danger que constitue la concurrence des États-Unis. La plupart des Canadiens seront étonnés d'apprendre combien est grave la concurrence des États-Unis. On est actuellement à charger les excédents de blé à bord de 450 navires de la flotte de réserve des États-Unis, qu'on ancrera ensuite dans des endroits isolés, afin d'épargner les frais d'entreposage des excédents de blé dont les États-Unis ne savent que faire. On s'attend qu'à la fin de la campagne agricole de 1955, les approvisionnements de blé des États-Unis atteignent un milliard de boisseaux, et c'est le gouver-

nement américain qui acquittera les frais d'entreposage. Cet état de choses est très grave. Cela nous aidera à comprendre pourquoi les États-Unis cherchent à se débarrasser de ce blé par diverses méthodes, sans se préoccuper de ce qui peut arriver au Canada ou à d'autres pays. Je vais dire quelques mots de ces méthodes. Le 1^{er} juin 1955 les États-Unis ont commencé à payer un million par jour simplement pour engranger le blé et le maïs, pour retirer du marché les produits excédentaires. Voilà un million par jour pour des aliments que la population des États-Unis ne peut pas manger. Voilà qui est sérieux, car il est contraire à la loi de vendre ce blé sur le marché à prix courant. C'est dire que la population des États-Unis ne peut pas manger le blé dont elle paye l'emmagasinage. On peut imaginer ses sentiments.

Mais que font donc les États-Unis de ces excédents dont le maïs et le blé ne sont que deux exemples? En fait, comme la *Gazette* de Montréal l'indiquait le 11 mai 1955 dans le titre qu'elle donnait à son éditorial principal: les États-Unis achètent leurs propres exportations. Je le répète: les États-Unis achètent leurs propres exportations pour les lancer sur les marchés du monde. Mais nous, nous ne faisons rien de tel. Il ne faut pas grand perspicacité de la part de qui que ce soit pour mesurer la gravité du problème qui se dresse devant les cultivateurs de notre pays en général.

Voici quelques exemples de ce qui se fait là-bas. Par sa banque d'exportation-importation les États-Unis accordent des crédits à 66 exportateurs américains, le chiffre total de ces crédits, au 11 mai 1955, atteignant 117.2 millions. Je ne sais pas si nous avons l'équivalent au Canada, mais j'en doute. En avril 1955, les États-Unis ont offert au Danemark pour 7.7 millions de dollars de leur excédent de céréales en échange de l'envoi de produits industriels du Danemark à certains pays économiquement faibles. Cette offre, il va sans dire, a fermé le marché du Danemark pour 7.7 millions de dollars de céréales canadiennes et le Canada n'avait aucun moyen de récupérer ce débouché pour les céréales, parce que nous ne sommes pas en mesure de faire comme les États-Unis. Le 5 mai 1955, on annonçait que les États-Unis vendraient à la Grande-Bretagne pour 73.9 millions de dollars de leur excédent de céréales en échange de sterling, les États-Unis acquittant les 3 millions de dollars de transport. Les députés de notre groupe n'ont jamais cessé de demander au ministre du Commerce d'accepter du sterling, mais, non, il ne veut rien entendre. Il ne peut tout simplement pas comprendre ce que veut dire sterling. Entre-